

Le tourisme

au service

des Hommes et des Territoires

Élections 2021

L'UNAT

L'UNAT est une association créée en 1920 et reconnue d'utilité publique depuis 1929. Tête de réseau du tourisme social et solidaire, elle rassemble les acteurs touristiques et des vacances qui s'inscrivent dans le champ non lucratif de l'économie sociale et solidaire.

Les adhérents de l'UNAT partagent la conviction que les vacances ont une véritable utilité sociale dans notre société, en tant qu'outil permettant le plein exercice de la citoyenneté. Le développement durable est au coeur de leur ADN et s'engagent naturellement en ce sens par la mise en place d'actions concrètes sur le terrain.

Chiffres Clefs

nationaux et datant de 2019.

1669	établissements
6 millions	de vacanciers
12 300	équivalents temps plein
1,2 milliard	de chiffre d'affaires

Edito

Acteurs du tourisme et des vacances, mais également de l'Économie Sociale et Solidaire, nous venons à votre rencontre aujourd'hui dans la perspective des élections régionales. En effet, notre secteur d'activité et le **mode de gestion désintéressée** que nous avons choisis font de nous des professionnels engagés au service de notre région et de son avenir.

Les mois terribles qui viennent de s'écouler ont mis en avant les associations et l'ESS, porteurs de solutions adaptées, d'une vision d'un développement à long terme et de projets respectueux des territoires. De son côté, le tourisme participe pleinement à cette dynamique soutenue notamment par le **développement du «tourisme durable»** et par la recherche de séjours en France, souvent de proximité.

Ancrage territorial fort, promotion d'activités locales et authentiques, sens de l'accueil, valorisation et transmission des savoir-faire locaux... les villages vacances, les colonies de vacances, les auberges de jeunesse, que nous représentons, continueront de cultiver leurs différences.

Avec le soutien des régions et des départements, nous développerons plus encore la polyactivité des sites et des hébergements touristiques, en accueillant différents types de publics tout au long de l'année : familles pendant les vacances, seniors et classes de découvertes hors saison, séminaires... C'est en allongeant la durée d'ouverture des établissements que **nous créerons plus de valeurs** au cœur des territoires.

Il nous faudra aussi nous emparer des enjeux sociaux liés au départ en vacances, car **un Français sur trois** ne part pas régulièrement en vacances, dont plusieurs millions d'enfants.

Mais pour y parvenir, nous avons besoin d'élus régionaux engagés à nos côtés!

Contexte

Avant la crise, le Tourisme Social et Solidaire se trouvait dans une situation de relative fragilité, notamment du fait de la grande concurrence dans le tourisme et de l'attention de notre secteur à maintenir des **tarifications adaptées** et accessibles, tout en étant **mieux-disant socialement pour les salariés**.

Parmi les principaux enjeux, **l'entretien et la rénovation du patrimoine** étaient essentiels avant la crise et le resteront après. En effet, le Tourisme Social et Solidaire a pour particularité de détenir encore beaucoup de ses établissements partout sur le territoire. Toutefois, cela nécessite des investissements réguliers et l'intervention de nombreux acteurs publics et bancaires.

Malgré les pertes liées à la crise, il sera essentiel de continuer à être soutenu pour conserver ce patrimoine au sein de nos associations, en prévoyant des programmes d'investissement pour amplifier la transformation durable du secteur, accueillir les vacanciers dans les meilleures conditions, mais également faire travailler les entreprises locales.



“*la marque de fabrique de notre tourisme*”

Utilité sociale, développement économique durable et aménagement du territoire sont la marque de fabrique de notre tourisme.

Pour mener à bien cette mission, tout en s’ouvrant à tous les publics, les acteurs du tourisme social et associatif attendent une reconnaissance et un soutien politique affirmés, sources de moyens financiers leur permettant de développer, transformer, moderniser leurs établissements. Ils aspirent à cet accompagnement pour s’engager sereinement dans la transition écologique, répondre aux attentes des vacanciers tout en maintenant une politique tarifaire accessible à tous. Ils appellent à une dynamique partenariale entre l’État et les collectivités territoriales pour relever ces défis au service des hommes et des territoires.

Dans le même temps, ils rappellent que le droit à la mobilité, à l’autonomie, se gagne dès le plus jeune âge, que notre pays a la chance de disposer d’une offre de séjours et d’acteurs associatifs expérimentés pour accomplir cette mission éducative et citoyenne.

Pour cela ils revendiquent de renforcer les départs en classes de découvertes, en colonies de vacances par un soutien politique fort, par des aides aux départs et aux transports et la simplification des procédures. Avec comme ambition de viser l’objectif d’un départ en séjour pour chaque enfant au moins une fois dans son enfance.